

Social/Élections européennes

SANTÉ

LES RÉFORMES DE L'HÔPITAL RÉPONDENT À UN SEUL OBJECTIF : LA RENTABILITÉ

Jacky Hénin a profité de son passage dans la région lensoise pour aborder le dossier de la santé avec les personnels et les syndicalistes.

LE front du refus contre le projet de loi «Hôpital», patients, santé, territoires (HPST), défendue par la ministre de la Santé Roselyne Bachelot et déjà adopté par les députés s'est étoffé il y a quelques jours avec quelque 25 grandes personnalités des hôpitaux parisiens dénonçant à leur tour le projet gouvernemental. Progressivement, c'est toute la communauté hospitalière dans sa diversité qui exprime son hostilité à un texte largement marqué par la logique de l'entreprise, celle de la gestion comptable et rentable. Jacky Hénin (*) visitant l'hôpital de Lens, lundi matin, a pu se rendre compte du niveau de la contestation et notamment auprès des syndicalistes de la CGT.

La matinée ayant débuté par la visite de l'hôpital de Lens et notamment du service cardiologie, le député européen (qui s'est battu il y a quelques années pour le nouvel hôpital de Calais) a pu apprécier les technologies et le matériel performant dont dispose le CHL.

Les explications, la disponibilité et le professionnalisme de la direction de l'hôpital a permis aux élus de mieux appréhender les divers aspects de l'admission du patient et des soins qui lui sont prodigués. Mais le matériel peut être le plus moderne et la communauté hospitalière la plus compétente possible, le rôle de l'hôpital risque d'être grangréné par une logique de juste soin au juste coût faisant passer la dérive gestionnaire avant l'éthique médicale.

Cette inquiétude pour l'avenir du système de santé à moyen terme s'est fortement ressentie lors de la rencontre avec les syndicalistes de la CGT tout de suite après cette visite instructive.

Plusieurs militants cégétistes de l'hôpital de Lens mais également de Béthune et de Calais ont fustigé le projet de réforme Bachelot qu'ils accusent de promouvoir une «médecine mercantile». Avant d'aborder les principaux points de ce texte qui réduit le «malade au tarif de sa maladie», il fut évoqué les anomalies rencontrées au CHL. Il s'agit en particulier des urgences. «Lens sera le seul référent pour l'Artois. Le week-end, toute urgence sera amenée dans les services lensois et ce pour quasiment une moitié du département, l'autre pôle étant installé sur le littoral» s'insurge un militant de la CGT.

«On peut s'imaginer l'afflux de blessés ou de malades dont il faudra assurer l'accueil» signale une infirmière CGT de Lens. Celle-ci trouve cela d'autant plus inquiétant que dans le même temps on ferme le service chirurgie.

Un autre militant de la CGT revient alors sur la loi Bachelot qui exclut les maires du conseil d'administration, considérant que parfois les élus pouvaient représenter un point d'appui.

Et dire que Claude Evin, ancien ministre socialiste de la santé et Catherine Génisson, responsable



Lors du meeting à Billy-Montigny sur la santé.



Les responsables de l'hôpital de Lens apportent des explications aux élus communistes.



La semaine dernière les militants CGT de l'hôpital ont distribué un tract pour alerter les usagers. Photos Liberté 62

de la Fédération socialiste du Pas-de-Calais ont exprimé dans la presse que tout n'est pas mauvais dans le projet de loi Bachelot. Il faudrait peut être qu'ils s'expliquent face aux personnels qui ont vite vu la nocivité de ce texte. Le projet de loi «hôpital, patients, santé et territoire» vise à substituer à la notion de «service public hospitalier» celle de «missions de service public», qui pourraient être assurées par tous les établissements de santé, quel que soit leur statut.

Un service public mis à mal

Cet aspect du problème est revenu dans la discussion à Billy-Montigny en début d'après-midi en présence des personnels de l'hôpital de Lens, de la CARMi et de l'AHNAC et des retraités mineurs. En effet, le gouvernement entend gommer les différences entre l'hôpital public, qui a vocation à accueillir tous les patients et les

cliniques privées, dont l'objectif est de faire du chiffre. Sauf qu'on imagine mal les cliniques privées disposées à accepter les plus coûteuses de ces missions. Tout ce qui est rentable risque d'être transféré au privé et on laissera au public les précaires, les personnes âgées, les pathologies les plus lourdes, etc. Les nouvelles dispositions risquent donc de légitimer la suppression de services publics non rentables.

Jacky Hénin insiste alors sur la nécessité du combat commun des personnels du public et du privé car il s'agit de défendre le droit à la santé avec le principe fondamental que les fonds publics doivent être attribués aux actions publiques alors que pour le gouvernement «un euro en plus pour le public, c'est un euro en moins pour les sphères financières». Le député européen sortant souligne que c'est la même conception qui anime la droite européenne et malheureusement une gran-

de partie des socialistes. C'est pourquoi, comme l'ont affirmé les syndicalistes du CHL, le projet de la loi Bachelot renforce l'évolution du ménagement dans le sens d'un hôpital géré comme une entreprise. De même ce projet «organise des suppressions massives et injustifiées d'emplois d'infirmiers et d'aide soignants». Sous couvert de mutualisation de moyens et de regroupements des services et d'établissements la réforme entend faire des économies substantielles sur la masse salariale des hôpitaux.

Ce qui se profile derrière tout ça, c'est également la fermeture de services, voire de petits hôpitaux. Les élus communistes, les syndicalistes de la CGT, les personnels concernés ayant débattu dans les différentes rencontres de lundi tant à l'hôpital qu'à la salle Delfosse de Billy-Montigny sont tous sur la même ligne pour dénoncer la pensée marchande qui va régir l'hôpital de demain. Une réforme qui a

pour seul objectif de réduire les coûts au détriment de la qualité des soins, de la sécurité des soins et de l'accès aux soins.

En conclusion, Jacky Hénin considère qu'à la veille d'une élection aussi importante que les européennes du 7 juin, il n'y a qu'un seul choix.

Celui de voter et de faire voter massivement pour le Front de gauche car le mouvement social a besoin de perspectives politiques, de conquête et de victoires pour espérer et se développer.

Jean-Michel Humez

(*) Jacky Hénin était accompagné de Jean-Claude Danglot, sénateur, Cathy Apourceau, conseillère régionale, Bruno Troni, maire de Billy-Montigny et conseiller général et Hervé Poly, responsable de la Fédération du Pas-de-Calais du PCF.